



**Note de synthèse relative à l'étude de la Fondation pour l'innovation politique
« Les jeunes face à leur avenir »**

**Les jeunes face à leur avenir saisis par les sondeurs :
Pessimisme de l'intelligence et optimisme de la volonté ?**

*Jean-Claude Richez, chargé d'étude et de recherche à l'INJEP, coordinateur de la mission
Observation / Evaluation.*

L'enquête internationale de la **Fondation pour l'innovation politique** (Fondapol) « Les jeunes face à leur avenir »¹ menée auprès d'échantillons de 16-29 ans dans treize pays met en évidence une jeunesse française qui se distinguerait par son pessimisme. C'est ce que l'on retiendra aussi bien des analyses transversales que des monographies nationales.

Patricia Loncle², qui a réalisé l'analyse des résultats pour la France, note : « ces valeurs qui peuvent être considérées comme positives sont contre-balançées par le pessimisme des jeunes Français, tant à l'égard des institutions que de l'avenir. Ils répondent ainsi moins souvent que leurs homologues européens que leur propre avenir est prometteur ou que l'avenir de la société est prometteur... Ce manque de confiance dans l'avenir rejoint une réalité objective de moindres opportunités des jeunes générations françaises d'aujourd'hui par rapport aux précédentes³ »⁴.

Olivier Galland de son côté qui développe l'analyse, dans une perspective comparatiste, sur les rapports jeunes et sociétés et conclue dans le même sens et évoque une « crise de confiance généralisée »⁵.

¹ Anna Stellingner, **Les jeunes face à leur avenir. Une enquête internationale**, (préface de François de Singly), Fondation pour l'innovation politique (Fondapol). Notons pour mémoire que les contributeurs français à cette étude sont tous membres du Comité de rédaction d'Agora revue publiée par l'INJEP (Olivier Galland, Patricia Loncle, Vincenzo Cicchelli). L'enquête engagée cette année, par Arval, à laquelle nous participons, et que le Ministère finance pour partie, devrait pouvoir apporter de nouveaux éclairages sur toute une série de questions abordées dans cette étude. Les résultats devraient être disponibles début 2008.

² Patricia Loncle, « Des jeunes Français isolés et pessimistes face à une prise en charge publique limitée », dans Anna Stellingner, **op. cit.**, pp. 105-114

⁴ Patricia Loncle, **op. cit.**, p.110

⁵ Olivier Galland, dans Anna Stellingner, **op. cit.**, « Les jeunes et la société : des visions contrastées de l'avenir », pp. 21-49, p.46

Cette étude de la **Fondapol** relève également que nous partagerions avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne une situation de « crise de confiance généralisée ⁶ avec cependant pour ces deux derniers pays une plus grande confiance quant à leur avenir. Crise de confiance et rapports à l'avenir ne se confondent donc pas.

Des travaux qui confirment le pessimisme de la jeunesse

Toute une série de sondages et d'études semblent confirmer le pessimisme des jeunes français.

L'étude réalisée par SCP communication pour la **Fondation de France** ⁷ va dans le même sens : « Les jeunes interrogés perçoivent la société française bloquée. Ce rapport d'impuissance développe une individualisation des attitudes pour contourner cette situation » et d'ajouter « Cette perception d'une société difficile à faire évoluer et cette individualisation sans oublier la disparition des grandes croyances du 20^{ème} siècle provoquent une évolution en profondeur des valeurs structurantes de notre démocratie » ⁸.

La très respectable **Académie des sciences morales et politiques** explique que la France prépare mal l'avenir de sa jeunesse et commente : « L'état de l'économie de la société française, l'endettement de l'état et les rigidités sociales mettraient en péril cet avenir ⁹. Pour Marie Paule Virard et Patrick Artus ¹⁰, la France aurait sacrifié sa jeunesse pour préserver son modèle social lequel profiterait essentiellement aux baby boomer.

Prendre en compte l'hétérogénéité de la jeunesse

Tous ces sondages ciblent un groupe « jeune en général » et sont fondés sur des échantillons relativement réduits et même s'ils utilisent pratiquement tous la méthode des quotas, tenant compte donc de l'hétérogénéité sociale du groupe, le profil de groupes spécifiques est naturellement sous estimé. Un certain nombre de travaux ou d'enquête permettent d'apporter quelques précisions pour deux groupes : les jeunes des quartiers populaires et les étudiants. Ces renseignements complémentaires sont très sommaires pour les jeunes des quartiers populaires, plus précis pour le groupe des étudiants qui fait lui l'objet d'enquêtes régulières. Pour les jeunes des quartiers populaires, la revue **Empan** a dédié un numéro spécial à l'avenir des jeunes issus des classes populaires ¹¹ : « Contexte de vie et aspirations, écrivent les coordonnatrices du numéro, le tableau est accablant, quelques auteurs, dont Beaud et Pialoux ¹², avaient tiré la sonnette d'alarme : la situation économique, sociale, culturelle et

⁶ Olivier Galland, dans Anna Stellingner, **op. cit.**, p.56

⁷ SCP communication, **15-35 ans : les individualistes solidaires**, Fondation de France, 2007. Enquête décembre 2006 / Janvier 2007 auprès de 15/35 ans.

⁸ **ibid.**, (p.29)

⁹ Académie des sciences morales et politiques, **La France prépare mal l'avenir de sa jeunesse**, le Seuil, 2007.

¹⁰ Marie Paule Virard et Patrick Artus, **Comment nous avons ruiné nos enfants**, La Découverte, 2006

¹¹ **Empan**, n°67, septembre 2007, **Quel avenir pour les jeunes issus des classes populaires ?**, dossier présenté par Madeleine Lefebvre et Martine Pagès, pp10-119

¹² S. Beaud, M. Pialoux, **Retour sur la condition ouvrière**, Paris, Fayard, 1999 et **Violence urbaine**, Paris, Fayard, 2003

politique, le « paysage » des banlieues est très dégradé »¹³. Paradoxalement s'il y a pléthore de travaux sur les émeutes de l'automne 2005¹⁴ il y en a très peu de travaux, enquêtes, sondages autour des jeunes des quartiers populaires dans le rapport à leur avenir¹⁵. Ce n'est pas le cas pour les étudiants.

Nous retiendrons le **Baromètre étudiant** créé récemment par le ministère de l'Enseignement supérieur. Il vient de publier ses résultats : 72% d'«optimistes même si 60% avouent des difficultés financières »¹⁶. **Le Parisien** commente : « Dans le long questionnaire adressé à plus de mille étudiants (voir encadré), tout est abordé, du plus général (souhaits en matière de formation) au plus intime. Exemple, cette question sur leur vie affective et personnelle, que 76 % des étudiants jugent « satisfaisante », encourageante aussi leur confiance en l'avenir : 72 % se déclarent optimistes.

Le Parisien pointe également d'importantes différences au sein du groupe étudiant : « Dans les écoles de commerce ou d'ingénieurs, où les perspectives d'emploi sont plus riantes qu'à la fac (68 % de confiants), ce sentiment crève sans surprise les plafonds (90 %). Même son de cloche auprès des futurs médecins et pharmaciens, qui affichent une insolente assurance (87 %), alors que leurs petits camarades inscrits dans les filières littéraires voient la suite en rose teintée de gris (66%) ».Quant à la question de leur avenir professionnel le **Baromètre étudiant** met en évidence : « Sur l'épineuse question du futur emploi, les réponses ne sont pas aussi sombres qu'attendues. Ainsi, 65 % pensent qu'avec le diplôme qu'ils visent, il leur sera assez, voire très facile, de trouver un emploi correspondant à leur formation. Mais cette fois un gouffre sépare les universités (57 %) et les grandes écoles (88 %). Dans les facs, on se fait très peu d'illusions sur la protection qu'offrent les diplômés contre le chômage : pour sept sur dix ce n'est pas une garantie ».

Mentionnons encore pour mémoire une étude concernant des jeunes que l'on pourrait considéré comme favorisés comme le public fréquentant les journées portes ouvertes qu'organise la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) pour ses écoles (CCIP, **Baromètre de l'orientation**, mars 2007, auprès 629 jeunes et 302 parents ayant fréquenté les journées). « Parents et étudiants sont massivement confiants en l'avenir en terme d'orientation professionnelle... 78,6% des jeunes pour 2006, soit une légère progression par rapport à l'année précédente où il était de 75,8%. Cette confiance qui s'inscrit sur les deux années d'existence de ce baromètre est sans doute à mettre en relation avec le fait que les enquêtes

¹³ Madeleine Lefebvre et Martine Pagès, Introduction. Les jeunes des classes populaires : regard sur l'avenir, dans **Empan**, op. cit., p.10

¹⁴ Voir à ce sujet l'intéressante note critique de Frédéric Ocqueteau, « Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : cadre d'analyse et points aveugles de la sociologie française », dans **Sociologie du travail**, n°49, 2007, pp. 531-543.

¹⁵ Sur ce point voire le travail déjà ancien de notre collègue de l'INJEP, Bernard Roudet, « Les valeurs des jeunes, entre intégration et exclusion », **Economie et humanisme**, n°367, décembre 2003, pp16-20.

¹⁶ Voir **le Parisien**, mardi 26 février, « Etudiants, optimisme malgré tout ». La même enquête donne quelques éléments intéressants concernant la condition étudiante : « Côté vie quotidienne, pas de miracle : six étudiants sur dix avouent rencontrer des difficultés financières, la faute à un budget grevé par un coût de la vie très élevé, notamment pour se loger. On apprend ainsi que le niveau moyen de dépenses avoisine les 522€ mensuels. Conséquence, près de 60 % des étudiants sont amenés à travailler, en moyenne près de quatorze heures par semaine. Cours à domicile, services à la personne, vente, restauration, baby-sitting ... En moyenne, là encore, ils parviennent à se mettre 355 € dans la poche chaque mois grâce à ces jobs d'appoint devenus de plus en plus nécessaires ».

représentent des personnes actives, en quête d'informations et réalisant des démarches (venue au JPO, participation aux forums et salons, etc.) pour mieux être éclairés sur les choix et possibilités offerts en matière d'orientation »¹⁷.

Des sondages qui révèlent une jeunesse « confiante »

Au-delà de tous ces chiffres en partie contradictoire, nous y reviendrons, nous disposons d'un certain nombre de sondages réalisés ces dernières années qui semblent infirmer cette analyse d'une jeunesse foncièrement pessimiste. Ils ne sont certes de toute fraîcheur. En effet nous n'avons pas relevé autour de cette question d'études récentes. Les sondages ont porté en effet en 2007 essentiellement autour de l'élection présidentielle et au-delà pas grand chose sur les rapports des jeunes à leur avenir à l'exception de la publication de l'étude de la Fondapol et de la publication très récente des résultats du **Baromètre** mis en place par le ministère de l'Enseignement supérieur. Nous les examinerons dans l'ordre chronologique :

-**Enquête CSA la Croix**¹⁸, novembre 2005 publiée le 21 novembre, population des 20/30 ans. 67% se déclarent « confiants » contre 33% de « pas confiant ».

-**Enquête IPSOS**¹⁹ **pour la Tribune**, mise en ligne le 25 novembre 2005, population des 20-25 ans : « les jeunes et leur perception de l'avenir professionnel : confiance, pragmatisme et individualisme.... Une confiance élevée dans leur avenir professionnel qui cohabite avec un fort sentiment que le chômage sera une réalité individuelle inévitable »

-**Enquête LH2 pour Advancia**²⁰, publiée en février 2006, population des ...Baromètre des jeunes « En pensant à leur avenir professionnel 57% sont confiants contre 43% inquiets

-**Enquête IPSOS pour la CGPME**²¹, février 2006, population des 15-25 ans « 64% des jeunes, âgés de 15 à 25 ans, se déclarent confiants quand ils évoquent leur avenir professionnel ».

L'étude de la Fondation Wyeth

Dans le même ordre d'idée, une place à part doit être faite à l'enquête IPSOS réalisée pour la **Fondation Wyeth** auprès de 15-18 ans, donc une population un peu plus jeune que celle retenu dans les autres études, réalisée fin janvier 2007, qui certes ne porte pas directement sur la question du rapport des jeunes face à leur avenir mais plutôt au présent conclue cependant que « les adolescents déclarent aller bien ». En ce qui concerne strictement le rapport à l'avenir on peut retenir qu'ils manifestent effectivement des manques de confiance par rapport à l'avenir « Les adolescents apprécient évoquer l'avenir. Ils sont d'ailleurs très intéressés par des informations concrètes relatives à leur orientation professionnelle. Leur demande d'information, de partages d'expérience concernant la vie professionnelle paraît pour eux le moyen d'un dialogue concret, positif, à même de les aider à envisager leur avenir. Ils sont très sensibles aux encouragements et à la confiance exprimée par leur entourage adulte. Au contraire, ils peuvent se montrer très affectés par des marques de défiance»²²

¹⁷ www.biop.cciip.fr/upload/pdf/BaromètreOrientation.pdf

¹⁸ <http://www.csa-fr.com/dataset/data2005/opi20051103c.htm>

¹⁹ www.ipsos.fr/Canallpsos/articles/1733.asp

²⁰ [www.lh2.fr/ upload/ressource/sondage/jeunes éducation/lh2barometre jeunessevaguet2janv06.pdf](http://www.lh2.fr/upload/ressource/sondage/jeunes_education/lh2barometre_jeunessevaguet2janv06.pdf)

²¹ www.planetepme.org/docs/presse/spondages/LESJEUNESSETLESENTREPRISES.pdf

²² Fondation Wyeth, 3^o **Forum Adolescents**, Mercredi 7 mars 2007, (p.7et 8), www.forum-adolescents.com/DefaultForum3,

Mais c'est le comportement des parents qui semble déterminer largement cette attitude : « La question de l'avenir peut s'avérer un sujet si sensible pour les adultes de leur entourage qu'ils évitent de toute façon de s'épancher sur leurs propres inquiétudes...parfois pour épargner leurs parents, souvent pour éviter la pression et les conflits, et quelques fois même pour éviter de ne pas se sentir soutenus dans leurs ambitions »²³.

En d'autres mots : « Ils espéreraient que leur avenir puisse leur être présenté sous un jour plus positif ou de manière plus constructive »²⁴ Plus que les jeunes ce serait la société française qui serait pessimiste et aurait du mal à dialoguer et à penser son rapport à la jeunesse. Ce pessimisme de la société française est d'ailleurs souligné par Olivier Galland dans l'étude de la **Fondapol**, qui renvoie aux travaux de Pierre Cahuc et Yan Algan²⁵ : « Notons enfin, écrit Olivier Galland, que le pessimisme français n'est pas réservé à la jeunesse : il touche toute la société. Pierre Cahuc et Yann Algan (2007) ont récemment proposé une interprétation de cette crise de confiance de la société française en mettant en évidence les travers du modèle social français, fondé sur des bases corporatistes et étatistes qui contribuent à segmenter la société et à opacifier les relations sociales, ce qui favorise la recherche de rentes, entretient la suspicion mutuelle et mine les mécanismes de solidarité²⁶.

Quelques éléments d'explication

En fait si nous revenons à l'étude de la **Fondapol** ce qui est surtout en cause et renvoie à cette difficulté de penser le rapport entre générations ce sont surtout un certain nombre de blocages bien identifiés dans ce rapport :

- **Un système d'« emploi fermé » qui concentre la flexibilité de l'emploi sur les jeunes :** » Cela se caractérise par une protection relativement élevée de l'emploi et un taux de mobilité de l'emploi relativement bas ; les formes d'emploi (précaires) sont hautement concentrées sur certains groupes cherchant à accéder au marché du travail (jeunes, femmes, chômeurs). Les jeunes constituent donc une des variables d'ajustement de l'économie, dans un contexte où la mondialisation et l'incertitude croissante des prévisions économiques conduisent les entreprises à rechercher une flexibilité croissante dans l'emploi de leurs ressources »²⁷

- **Une profonde crise de confiance dans les institutions et les élites :** Olivier Galland parle d'une « crise de confiance plus générale dans la société, ses élites et ses structures ... crise de confiance institutionnelle que ne justifie pas a priori son niveau de prospérité »²⁸. Pour Patricia Loncle, le manque de confiance dans l'avenir « est doublé d'une défiance généralisée vis-à-vis des institutions. De ce fait, ils manifestent davantage de défiance que les autres Européens envers les organisations ou les groupes suivants : le gouvernement, les médias, les sociétés multinationales, les ONG, »les gens en général », la police et le système judiciaire, les Nations Unies, l'Organisation mondiale du commerce,

²³ **Ibid.**, (p.7)

²⁴ **Ibid.**

²⁵ Pierre Cahuc et Yan Algan, La société de défiance. **Comment le modèle social français s'auto-détruit**, Editions de la rue d'Ulm, CEPREMAP, 2007

²⁶ Olivier Galland, **art. cit.**, p.47

²⁷ Olivier Galland, **art. cit.**, (p.41)

²⁸ Olivier Galland, **art. cit.**, p.32 et 33

l'Union européenne, les institutions religieuses»²⁹. De son côté, l'étude pour la **Fondation de France** souligne : « Les trois pouvoirs traditionnels que sont la politique, les entreprises et les médias, sont massivement mis à mal par les jeunes. Les critiques sont exprimées clairement et il semble que ces trois pouvoirs n'apportent plus de réponse aux blocages de la société mais aussi qu'ils n'offrent plus d'avenir aux jeunes »³⁰

- **Une culture qui survalorise les classements et l'institution scolaire:** « En France, le diplôme n'est pas conçu comme un investissement en capital humain permettant de mieux se vendre sur le marché du travail (conception anglo-saxonne), c'est un titre, un peu comme un titre de noblesse, qui confère des droits et ouvre l'accès à une place donnée dans la hiérarchie sociale. Marie Duru-Bellat explique très bien dans son dernier livre, **L'Inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie**³¹, cette conception statutaire et hiérarchisante des études dans la conception française. Les études sont d'abord conçues comme une échelle stratifiée où le niveau compte plus que le contenu. Et cette échelle est vue comme homothétique à celle de la stratification sociale »³².

- **Des modalités d'entrée dans la vie qui ne favorisent pas paradoxalement leur autonomie :** « La particularité française tient au fait que les jeunes Français quittent assez tôt le domicile parental (moins tôt que les Scandinaves, mais beaucoup plus tôt que les Italiens), sans bénéficier cependant d'un système protecteur fort équivalent à celui des pays du Nord. Au Danemark, par exemple, tout jeune est considéré comme autonome à partir de 18 ans, en conséquence de quoi il peut dès cet âge bénéficier d'une bourse lorsqu'il poursuit de études, quel que soit le niveau de revenu de ses parents. Un tel système n'existe pas en France, et les jeunes y expérimentent donc une première forme d'autonomie dans des conditions plus précaires qu'au Danemark, qu'en Suède ou qu'en Italie ... Il faut aussi souligner que le système d'indemnisation du chômage n'est pas favorable aux jeunes Français »³³.

Le paradoxe français

Il y a donc un véritable paradoxe autour du rapport des jeunes Français à leur avenir : à la fois profondément pessimistes mais ayant aussi confiance d'une certaine manière dans l'avenir comme ils le déclarent majoritairement dans de nombreux sondages. Ce paradoxe renvoie en fait à la combinaison de deux optiques différentes combinant pour reprendre la formule de Spinoza « pessimisme de l'intelligence et optimisme de la volonté ». Pessimisme de l'intelligence qui passe par une conscience aigüe des blocages de notre société, la réalité socio économique et optimisme de la volonté qui repose sur une confiance importante pour une grande part de la jeunesse et de peser sur son destin personnel.

À ce sujet, le décryptage du sondage **LH2 /Advancia** est tout à fait intéressant. Quand on interroge des jeunes sur ce qui est important pour la réussite professionnelle ils classent en tout premier des compétences renvoyant à leurs capacités individuelles (volonté de réussir 97, sens des responsabilités 94, esprit d'entreprendre 90). Les déterminants sociaux comme le

²⁹ Patricia Loncle, **op. cit.**, (p.110)

³⁰ SCP communication, **étu. cit.**, p. 18

³¹ Marie Duru-Bellat, **L'Inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie**, Seuil, 2006

³² Olivier Galland, **art. cit.**, (p.41)

³³ **Ibid.** (p.47). En Italie où le départ de chez les parents est repoussé à un âge beaucoup plus tardif, ce qui permet aux jeunes d'accumuler des ressources en restant sous la protection familiale, afin de préparer leur installation dans la vie adulte.

milieu familial ou le nombre d'années d'étude sont au contraire classées en queue (55 pour ces deux items). Confiance en eux-mêmes et confiance dans leur avenir mais pas de confiance dans la société, c'est ce que montre aussi le sondage **CSA La Croix** de novembre 2005³⁴. À la question « Quand vous pensez à votre avenir vous sentez vous confiant 67% répondent favorablement mais si l'on pose la question : « Quand vous pensez à l'avenir des jeunes de votre âge êtes vous confiant ? » seulement 31% répondent favorablement. Nous retrouvons là la ma mécanique décrite et déjà évoquée plus haut dégagée par l'étude de **SCP communication**.

De ceci évidemment ne découle pas que l'on doit attendre et que l'on peut attendre que les blocages soient levés. Ils sont bien identifiés et les moyens pour les lever relativement identifiés :

- **Desserer l'étau scolaire** et tout ce qu'il génère ce qui passe par une place plus grande à faire à l'éducation non formelle ou informelle et au delà de la formation initiale à l'éducation tout au long de la vie et aux procédures de validation des acquis de l'expérience. Sur le premier aspect, toutes les enquêtes internationales et en particulier les enquêtes PISA mettent en évidence la plus grande performance des systèmes éducatifs qui font une large place à l'éducation non formelle et s'inscrivent dans des logiques d'éducation partagée. Sur le second aspect depuis des années déjà l'Union européenne a ouvert la voie et encourage les Etats membres dans le cadre d'une réflexion sur la Société de la connaissance à penser son système éducatif en terme d'éducation tout au long de la vie.
- **Faire évoluer le système de l'emploi** et sortir du système d'emploi fermé pour un système ouvert répartissant la flexibilité sur l'ensemble de la population, système qui n'est pas contradictoire avec un niveau de protection comme le montre l'exemple des pays scandinaves³⁵.
- **Favoriser l'accès des jeunes à l'autonomie** ce qui passe par une modification du système d'indemnisation des jeunes chômeurs, par la remise en cause de systèmes d'allocations qui privilégie l'entrée familiale faisant du jeune jusqu'à au moins vingt cinq ans un mineur en matière de droits sociaux et reprendre les pistes esquissées par le rapport de Foucault sur l'autonomie des jeunes réalisé en 2002 dans le cadre du Commissariat général au plan³⁶.
- **Développer une politique de reconnaissance** qui prenne en compte et valorise les capacités des jeunes, les « respects », valeurs qu'ils plébiscitent comme le montre l'étude pour la **Fondation Wyeth**, « Les adolescents semblent prendre le pessimisme ou craintes de leurs parents, les conseils ou commentaires des professeurs comme un manque de confiance dans leur capacité à mener à bien leur projet. C'est pourquoi, sans doute leur demande de considération et de confiance se fait si forte lorsque l'avenir est envisagé »³⁷. L'étude pour la **Fondation de France** va dans le même sens, respect qui « se concentre sur l'individu en tant que tel... respecter l'autre, c'est-à-dire l'écouter, ne pas l'insulter mais aussi respecter son opinion semble être à la base de ce qui doit régir une société »³⁸.

³⁴ CSA / La croix, **sond. cit.**

³⁵ Olivier Galland, **art. cit.**, p. 41

³⁶ Collectif, Commission nationale pour l'autonomie des jeunes, 2002. **Pour une autonomie responsable et solidaire. Rapport au premier ministre.** Paris, La Documentation Française.

³⁷ Fondation Wyeth, **étude citée**, (p.7)

³⁸ SCP Communication, **étude citée**, (p.13)

*Jean-Claude Richez, chargé d'étude et de recherche à l'INJEP, coordinateur de la mission
Observation / Evaluation.
(février 2008)*